



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES FISCAUX

(Direction générale des impôts, 1958-1996)

Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Organisation et fonctionnement.....	7
-------------------------------------	-------------------

Référence

B-0064673 – B-0064687

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Organisation et fonctionnement des services fiscaux

Dates extrêmes

1958-1996

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts

Importance matérielle

15 boîtes soit 1,65 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières,

Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons sont éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué d'archives concernant l'organisation et le fonctionnement des services fiscaux. On y trouve essentiellement des guides pratiques, des études et de la documentation concernant les activités de ces services, des projets liés à l'informatique et la gestion de leurs personnels.

Indexation

Fiscalité

Service extérieur

Gestion du personnel

Système d'information

B-0064673/1 - B-0064687/2

Organisation et fonctionnement.

1958-1995

B-0064673/1

Structure de l'administration : brochure d'accueil ; formation professionnelle : notices : enquête auprès de jeunes agents de catégorie C.

1964

B-0064673/2

Conservation des hypothèques, situation au 1^{er} janvier 1984 à 1987 : tableaux.

1984-1987

B-0064673/3

Rédaction des extraits d'actes : guide (1985) ; nouvelle nomenclature d'activités française : brochure (1993).

1985-1993

B-0064673/4

Personnels de la DGI, statistiques juin 1990, juin 1991 et juillet 1992 : brochures.

1990-1992

B-0064673/5

Formation professionnelle, attribution des services spécialisés et attribution domaniales : brochure d'accueil des agents de constatation.

1964

B-0064674/1

Vérification des comptabilités et notice d'utilisation des rapports de vérification : brochures.

1958-1992

B-0064674/2

Guide abrégé du contrôle sur pièces (1978-1979) ; sessions annuelles d'information (1979-1981) : brochures.

1978-1981

B-0064674/3

Modalités d'élaboration et mise à jour du guide du contrôle des exploitants agricoles : notes pour le chef de service, pour le délégué régional d'Île de France .

1983-1987

B-0064674/4

Contrôle fiscalité des entreprises : étude de juin 1985 ; application du régime fiscal des entreprises nouvelles : étude (octobre 1985).

1985

B-0064675/1

Mesures fiscales adoptées au cours de 1990 ; fiches techniques sur le contrôle fiscal des opérations immobilières à l'usage des vérificateurs : brochures.

1990

B-0064675/2

Système informatisé du centre des impôts et de ses liaisons extérieures : guide utilisateur.

1990

B-0064675/3

Guide des liaisons Assiette-Recouvrement : mémento des recherches internes (1990) ; guide des recherches 1988.

1988-1991

B-0064675/4

Contrôle fiscal, guide du déclaration de succession, du contrôle sur pièces pour la rédaction des extraits d'actes (1975-1987) ; titres non cotés : guide du contrôle.

1975-1987

B-0064675/5

Contributions indirectes, directives pratiques propres à assurer une harmonisation des sanctions en cas de transaction, remise ou modération : directives pratiques à l'usage des directions.

1967-1980

B-0064676/1

Conventions fiscales internationales : correspondance du conseiller financier auprès de l'ONU, répertoire des conventions ; principes généraux de l'harmonisation fiscale dans la CEE : étude ; système documentaire : étude.

1959-1991

B-0064676/2

Remboursements des crédits de TVA non imputables : guide (1979-1996) ; contrôles sur pièces, utilisation du dossier d'analyse, travaux comptables d'un bureau des hypothèques : guides (1982-1990) ; informations foncières et domaniales, recensement des travaux de remaniement du cadastre (1979-1982) ; guide des travaux comptables d'un bureau des hypothèques.

1979-1990

B-0064676/3

Aide mémoire fiscal pour les inspections spécialisées : brochures.

1995-1996

B-0064677/1

Instructions impôt sur le revenu et taxe habitation, procédure, principes généraux et campagnes d'information pour les années 1990, 1993 à 1995 : brochures.

1990-1995

B-0064677/2

Réponses aux questions formulées par les comptables des impôts : rapport.

1992

B-0064677/3

Taxe départementale sur le revenu, organisation d'actions de formation : brochure.

1992

B-0064678/1

Guide MEDOC sur la sécurité des opérations comptables informatisées.

1986-1995

B-0064678/2

Taxe professionnelle, procédure de gestion informatisée et organisation des travaux : guide utilisateur.

1990-1993

B-0064679/1

Guides sectoriels par secteurs d'activités ; fiches d'information générales (1985-1986) ; fiches d'informations techniques (1984-1986) ; guide des recherches (1988).

1984-1993

B-0064680/1

Fiches d'informations générales et techniques : guides sectoriels.

1984-1986

B-0064681/1 - B-0064683/1

Informatisation.

1984-1996

B-0064681/1

Transfert de déclarations d'indemnités journalières de maladie et de pensions d'invalidité sur support magnétique : cahiers des charges 1989 à 1991.

1989-1991

B-0064681/2

Transfert des déclarations de revenus des capitaux mobiliers sur support magnétique.

1989-1991

B-0064682/1

Transfert des déclarations de salaires, de pensions et rentes sur support magnétique : cahier des charges et pré-cahier des charges.

1990-1996

B-0064682/2

Transfert des déclarations de salaires, de salaires et honoraires sur support magnétique : cahier des charges par année (1989-1993) .

1989-1993

B-0064683/1

Recettes principales des impôts, emplois comptables : liste.

1984-1985

B-0064683/2

Directeurs régionaux, chefs des services fiscaux et directeurs départementaux : liste ; rôle de la DGI (1981).

1981-1992

B-0064684/1

Liste alphabétique des receveurs principaux après mouvements 1991 et 1992.

1991-1992

B-0064684/2

Recettes principales des impôts, emplois comptables : liste par départements.

1991-1992

B-0064685/1

Directions régionales, résumé de la situation par région pour le 1^{er} et 2^{ème} trimestre 1987.

1987

B-0064686/1

Résumé de la situation fiscale par région pour le 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 1987.

1987

B-0064687/1

Délégation pour la région Île de France : guides statistiques de la région sur l'économie régionale et les résultats obtenus par les services.

1989-1991

B-0064687/2

Délégation pour la région Île de France, contrôle fiscal : notes suite aux résultats d'ensemble.

1988-1990